



**CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

**Gestion des ressources de sécurité en Afrique :
Symposium de perfectionnement professionnel**

GUIDE PEDAGOGIQUE

Abidjan, Cote d'Ivoire

10 au 12 décembre 2019



Table des matières

À propos du CESA	1
Introduction.....	2
Carte de l'Afrique	6
Séance 1 : Lien entre sécurité, développement et gouvernance.....	7
Séance 2 : Tendances de la disponibilité des ressources et des dépenses du secteur de la sécurité ...	9
Séance 3 : Budgétisation et mobilisation des ressources.....	11
Séance 4 : Introduction à la gestion des dépenses publiques dans le secteur de la sécurité.....	14
Séance 5 : Établir des partenariats externes	17
Séances simultanées : Outils de budgétisation dans le secteur de la sécurité en Afrique.....	20
Exercice de groupe de discussion.....	21

À PROPOS DU CESA

Depuis sa création en 1999, le CESA a servi de forum pour la recherche, les programmes universitaires et l'échange d'idées dans le but d'améliorer la sécurité des citoyens en renforçant l'efficacité et la responsabilité des institutions africaines, à l'appui de la politique américano-africaine.

VISION

La sécurité pour tous les Africains est défendue par des institutions efficaces et responsables devant leurs citoyens.

La réalisation de la vision d'une Afrique libérée de la violence armée organisée garantie par les institutions africaines qui se sont engagées à protéger les citoyens africains est la motivation motrice du CESA. Cet objectif souligne l'engagement du Centre à contribuer à des impacts tangibles en travaillant avec nos partenaires africains - militaires et civils, gouvernementaux et de la société civile, ainsi que nationaux et régionaux. Tous ont un rôle précieux à jouer dans l'atténuation des facteurs complexes qui alimentent les conflits sur le continent aujourd'hui. L'obligation de rendre des comptes aux citoyens est un élément important de notre vision, car elle renforce le fait que, pour être efficaces, les institutions de sécurité doivent non seulement être « fortes », mais aussi sensibles et protectrices des droits des citoyens.

MISSION

Promouvoir la sécurité en Afrique en élargissant la compréhension, en fournissant une plate-forme de confiance pour le dialogue, en établissant des partenariats durables et en catalysant des solutions stratégiques.

La mission du CESA s'articule autour de la production et de la diffusion des connaissances par le biais de nos recherches, de nos programmes universitaires, de nos communications stratégiques et de nos sections communautaires. En nous appuyant sur les expériences pratiques et les enseignements tirés des efforts de sécurité sur le continent, nous visons à produire des idées et des analyses pertinentes qui peuvent informer les praticiens et les décideurs sur les défis urgents auxquels ils sont confrontés en matière de sécurité. Reconnaissant que de sérieux défis ne peuvent être relevés que par des échanges francs et réfléchis, le Centre offre des plates-formes en face à face et virtuelles où les partenaires peuvent échanger leurs vues sur les priorités et les bonnes pratiques. Ces échanges favorisent des relations qui, à leur tour, sont maintenues au fil du temps par l'entremise des sections communautaires du Centre, des communautés d'intérêts, des programmes de suivi et du dialogue continu entre les participants et le personnel. Ce dialogue - imprégné d'expériences du monde réel et d'analyses nouvelles - offre l'occasion de poursuivre l'apprentissage et de catalyser des actions concrètes.

MANDAT

Le CESA est une institution du Département de la défense des États-Unis créée et financée par le Congrès pour étudier les questions de sécurité relatives à l'Afrique et servir de forum pour la recherche bilatérale et multilatérale, la communication, l'échange d'idées et la formation impliquant des participants militaires et civils. (10 U.S.C 342)

Introduction

Contexte

Les pays africains ont du mal à générer, allouer et gérer les ressources du secteur de la sécurité pour les raisons suivantes : faiblesse des institutions, contraintes de capacité, contrôle inadéquat et manque de transparence et de cohérence des stratégies nationales de sécurité. Bien que certains pays prennent des mesures pour s'attaquer à ces problèmes, d'importants problèmes persistent. L'inefficacité, le gaspillage, la corruption, la fragilité et (dans certains cas) les violations des droits de l'homme qui en résultent ont un impact sur l'état de préparation des forces et la réalisation des objectifs de sécurité nationaux et régionaux. Ainsi, la gestion judicieuse des ressources disponibles dans le secteur de la sécurité en Afrique est à la fois urgente et critique.

Ce symposium présente aux participants les implications au niveau stratégique de la gestion des ressources dans le secteur de la sécurité en Afrique, et combine des présentations plénières interactives, des discussions de groupe basées sur des cas et des exercices de construction de scénarios. Le programme de trois jours vise à :

- a) renforcer les capacités et le professionnalisme des anciens élèves du Centre pour l'Afrique chargés de la conception, de l'exécution et de la supervision des budgets du secteur de la sécurité en Afrique;
- b) créer un réseau de pairs de soutien ;
- c) explorer les questions de frontières dans la gestion des ressources de sécurité en Afrique.

Nous attendons des participants qu'ils saisissent et adoptent éventuellement de bonnes pratiques pour la gestion des ressources en matière de sécurité dans toute l'Afrique, avec un contrôle efficace. Ils seront également en mesure d'identifier les principales lacunes en matière de politiques, d'institutions et de capacités, de stimuler une réflexion novatrice dans ce domaine et de promouvoir un débat politique éclairé sur l'affectation et l'utilisation des ressources du secteur de la sécurité.

En présentant ce symposium au niveau stratégique, les participants seront mis au défi d'aller au-delà de l'identification des problèmes et devront travailler en groupe pour développer des solutions efficaces et centrées sur l'Afrique afin de renforcer la capacité de gestion des ressources aux niveaux national et régional. Ce faisant, les participants seront encouragés à se concentrer sur les « manières » (c'est-à-dire comment définir au mieux des solutions efficaces), les « moyens » (c'est-à-dire comment utiliser au mieux les ressources intérieures et extérieures disponibles) et les « fins » (c'est-à-dire comment définir au mieux l'état final souhaité) qui sont nécessaires pour relever les multiples défis sécuritaires auxquels l'Afrique fait face. L'accent serait mis sur le partage des bonnes pratiques, l'apprentissage des études de cas et la formulation de solutions pratiques qui pourraient être adaptées, adoptées et maintenues.

Structure du symposium

Ce symposium est divisé en cinq séances plénières, des séances thématiques simultanées, des groupes de discussion et un exercice de groupe de discussion. Des panélistes possédant l'expertise et l'expérience pertinentes dirigeront les séances plénières et les séances simultanées. Leurs brèves présentations seront suivies de séances de questions et réponses animées au cours desquelles les participants seront encouragés à partager leurs expériences, à remettre en question leurs hypothèses et à réfléchir à des approches créatives. Les discussions en petits groupes porteront sur la résolution de

problèmes. Les participants seront encouragés à partager leurs points de vue et à apprendre les uns des autres. Une équipe d'animateurs expérimentés travaillera avec les participants à cette fin.

Séances plénières : Les orateurs de ces sessions discuteront de l'état actuel et de la portée des tendances de la gestion des ressources du secteur de la sécurité en Afrique, après quoi les participants auront l'occasion de poser des questions. Ces séances sont conçues pour renforcer l'apprentissage par les pairs en mettant l'accent sur les applications pratiques et les principes d'une saine gouvernance du secteur de la sécurité.

La première séance plénière traite du lien entre la sécurité, le développement et la gouvernance. Elle fournit une base conceptuelle en analysant la relation entre une gestion efficace des ressources, l'efficacité des stratégies nationales et régionales de sécurité en tant qu'élément clé pour améliorer la gouvernance dans le secteur de la sécurité et le leadership institutionnel. Cette séance plénière examinera également une série de concepts théoriques et de résultats empiriques qui alimentent ce débat.

La deuxième séance plénière porte sur la nature et la portée des tendances en matière de gestion des ressources du secteur de la sécurité en Afrique. Elle examine les tendances en matière de disponibilité des ressources, les dépenses du secteur de la sécurité et leurs implications pour une meilleure gestion des ressources dans ce secteur.

La troisième séance plénière propose un large éventail d'approches et de systèmes de budgétisation qui conviennent le mieux au secteur de la sécurité en Afrique. Elle traite de la mobilisation des ressources intérieures (DRM) et de ses implications pour la sécurité, le développement et la gouvernance.

La quatrième séance plénière examine le rôle joué par la gestion des dépenses publiques (GFP) dans l'instauration de la sécurité et de la justice pour les citoyens. Elle fournit quelques outils et principes pour renforcer la gestion des dépenses publiques dans le secteur de la sécurité.

La cinquième séance plénière reconnaît l'importance de l'établissement de partenariats externes et explore les modalités qui permettraient d'améliorer la coordination et la complémentarité. Elle traite des facteurs associés à l'établissement de partenariats fructueux.

Séances simultanées : Il y a trois séances simultanées sur les outils de budgétisation en Afrique :

- a) Processus participatifs,
- b) fuites et gaspillages,
- c) analyse de la dette intérieure et extérieure.

Au cours de ces séances, les participants seront invités à choisir deux séances. Ils devraient prévoir de consacrer les 40 premières minutes de la séance à l'examen d'un sujet et les 40 minutes suivantes à l'examen d'un autre sujet. Les participants procéderont à leur sélection à l'issue des séances plénières pertinentes.

Séances de discussion en groupe : Trois études de cas seront utilisées pour élucider les défis et les implications des tendances en matière de dépenses de sécurité. À l'aide de ces études de cas, les groupes de discussion permettront aux participants de partager leurs expériences et d'explorer certaines des questions soulevées lors des présentations.

Les études de cas : Ces études de cas illustreront certains des principaux chocs tels que les prix du pétrole, les élections et la réforme des politiques qui jouent un rôle crucial dans l'évolution des tendances en matière de dépenses de sécurité. Les dépenses de sécurité constituent une composante majeure des dépenses discrétionnaires des gouvernements, tant pour les pays développés que pour les pays en développement. De plus, l'avantage net des dépenses de défense sur le développement économique a des implications politiques importantes, en particulier pour les pays en développement.

Exercice des groupes de discussion : Cet exercice tracera les grandes lignes de l'évolution du paysage sécuritaire qui sera façonné par des facteurs tels que la croissance démographique, l'urbanisation, les migrations, les prix mondiaux des produits de base, la fragilité socioéconomique, la gouvernance et les changements environnementaux. Les participants devront tenir compte de ces changements et de leurs répercussions sur la gestion des ressources du secteur de la sécurité.

Les programmes du CESA sont menés dans le cadre d'une politique stricte de non-attribution. Cela permet aux participants de contribuer et d'échanger leurs points de vue sans réserve, créant ainsi un environnement d'apprentissage efficace et productif. Des services d'interprétation simultanée seront fournis pour permettre à l'atelier de se dérouler en anglais et en français. Tous les supports pédagogiques de l'atelier seront fournis dans ces langues.

Supports pédagogiques

Le séminaire ne réussira qu'avec une analyse honnête et un dialogue productif. Pour atteindre cet objectif, le CESA utilise des supports pédagogiques pour promouvoir un dialogue franc et ouvert sur des questions critiques et pour jeter les bases d'un développement efficace du réseautage entre pairs. Pour faciliter votre discussion, nous avons fourni un programme d'études et des Conférences recommandées. Nous vous encourageons à remettre en question les analyses et le contenu de tous les documents fournis. A cet égard, les Conférences visent à favoriser un dialogue sain sur les défis sécuritaires à l'étude, ce qui, à son tour, vous permettra d'élaborer des stratégies réalistes et efficaces pour faire face à l'insécurité en Afrique. Comme pour tous les programmes du CESA, ce séminaire se déroulera dans le cadre d'une politique stricte de non-attribution, qui est contraignante pendant et après le séminaire. Nous espérons que cela vous permettra d'aborder les questions sensibles en discussion.

Les points de vue exprimés dans les Conférences, les études de cas et les présentations ne constituent pas une politique ou une position officielle National Defense University, du département de la Défense ou du gouvernement des États-Unis. Toute la documentation de l'atelier sera affichée sur le site Web du CESA. Veuillez communiquer avec nous si vous avez de la difficulté à accéder au site Web. Idéalement, nous aimerions amorcer une discussion sur les questions et les objectifs clés avant le début de l'atelier. Nos animateurs seront disponibles pour répondre à vos questions, discuter de vos points de vue sur le sujet et les supports pédagogiques, partager des expériences et examiner des études de cas pertinentes.

Préparation académique

La consultation et le partenariat sont les caractéristiques du processus d'élaboration des programmes du CESA. Des réunions consultatives formelles et informelles ont été organisées avec un large éventail

d'experts régionaux et non régionaux, des représentants des gouvernements africains et des parties prenantes dans les entités gouvernementales américaines concernées afin de déterminer la portée et l'objectif de cet atelier. Un certain nombre de chercheurs et de praticiens ont été particulièrement utiles dans l'examen du contenu et de la pertinence des supports pédagogiques pour cet atelier.

Le programme d'études

Ce programme d'études donne un aperçu des objectifs académiques et des questions politiques clés liées à la gestion des ressources en matière de sécurité en Afrique. Pour chaque séance nous fournissons une brève introduction et une liste de questions à discuter. Nous incluons également des articles choisis, dont l'objectif principal est d'aider à situer les enjeux dans le contexte des documents de recherche et de politique disponibles. Le programme d'études couvre probablement plus de questions et de documents qu'il n'est possible d'en discuter suffisamment dans le temps imparti. Nous espérons que vous utiliserez ces documents comme ressources même après la fin du programme.

Nous vous encourageons à nous faire part de vos questions et suggestions concernant les supports et le cours. La qualité de nos programmes et de nos cours a grandement bénéficié de la volonté enthousiaste des anciens participants d'offrir des critiques et des suggestions constructives. Nous sommes tout à fait disposés à discuter de sujets spécifiques avec vous. Nous vous encourageons à faire appel à eux, tout comme nous vous encourageons à lire les documents qui vous sont assignés et à participer activement à vos groupes de discussion.

Séance plénière 1 : Lien entre sécurité, développement et gouvernance : Ressources, stratégie et leadership

Format : Présentations plénières et séance de questions-réponses avec modérateur

Objectifs :

- Décrire les liens entre le développement, la sécurité et la gouvernance et les domaines de chevauchement et de convergence.
- Comprendre le rôle des ressources, de la stratégie de sécurité nationale et du leadership dans le lien entre sécurité, développement et gouvernance.
- Discuter des leçons tirées des programmes de développement qui pourraient s'appliquer à la gestion des ressources du secteur de la sécurité.

Contexte :

La conception de la sécurité, du développement et de la gouvernance comme des domaines qui s'excluent mutuellement est en train de changer considérablement de paradigme, au profit de domaines inextricablement et inséparablement liés. Cette interconnexion est bien articulée et résumée par l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan : « L'humanité ne jouira pas du développement sans sécurité, ne jouira pas de la sécurité sans développement et ne jouira non plus sans respect des droits humains ». De nombreuses études ont montré que le sous-développement contribue aux conflits violents et que l'insécurité sape le développement.

La fin de la guerre froide a coïncidé avec le début du passage d'un paradigme de sécurité centré sur l'État à un paradigme centré sur l'homme, tel qu'énoncé dans le rapport sur le développement humain de 1994, publié par le PNUD. Le Rapport mondial sur le développement humain (RDH) de 2011, le Rapport mondial sur le développement dans le monde (RDM) de 2011, le Livre des Nations Unies et de la Banque mondiale (2018) intitulé Les chemins de la paix ont tous approfondi la compréhension du lien fort et croissant entre sécurité, développement et gouvernance.

Compte tenu des menaces multiples, complexes et changeantes qui pèsent sur la sécurité en Afrique, la sécurité, le développement et la gouvernance sont de plus en plus reconnus sur le continent comme des domaines inséparables et convergents. Bien que l'on reconnaisse de plus en plus que le lien entre sécurité, développement et gouvernance est essentiel, son utilité reste insaisissable dans la plupart des régions du continent. L'élaboration de la stratégie devrait être inclusive et participative, par le biais d'un dialogue et de processus nationaux faisant intervenir toutes les parties prenantes (y compris les partenaires de développement extérieurs), afin qu'elle soit axée sur la population et durable.

Une stratégie de sécurité nationale joue non seulement un rôle crucial dans l'application pratique du lien entre sécurité, développement et gouvernance, mais c'est aussi un test décisif pour déterminer comment la sécurité, le développement et la gouvernance peuvent converger. La stratégie devrait mettre l'accent sur l'allocation et la gestion efficaces des ressources. Dans ce contexte, il est important de comprendre comment gérer au mieux les ressources du secteur de la sécurité (y compris les dépenses classifiées) afin d'atteindre les objectifs de sécurité nationale.

Une telle stratégie établit un équilibre entre les objectifs (intérêts en matière de sécurité nationale, y compris la sécurité humaine) et les moyens (puissance nationale, y compris les ressources militaires et le monopole des moyens de violence) pour atteindre les objectifs de sécurité nationale. Cela ne peut se faire que par un leadership stratégique et institutionnel.

Questions de discussion :

1. Pourquoi est-il important ou utile de considérer la sécurité, le développement et la gouvernance comme des domaines interconnectés ?
2. Comment une stratégie de sécurité nationale peut-elle contribuer à renforcer l'interconnexion entre sécurité, développement et gouvernance ? Quel devrait être le rôle du leadership ?
3. Sur la base de votre expérience, comment voyez-vous le lien entre les ressources, la stratégie et le leadership dans votre pays ou région ?

Documents recommandés:

World Bank (2011). "Conflict, Security and Development". World Development Report. Washington: World Bank. https://siteresources.worldbank.org/INTWDRS/Resources/WDR2011_Full_Text.pdf

Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict (Disponible en français)

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/.../211162mm.pdf>

Documents supplémentaires:

Dunne, J. (2010). "Military Spending and Economic Growth in Sub-Sahara Africa". Bristol: School of Economics, University of the West of England.

UNDP (2011). "Human Development Report: Sustainability and Equity: A Better Future for All". Human Development Report. Rome: United Nations Development Program.

Présentations vidéos :

Dr. Eboe Hutchful, Professeur d'études africaines, Wayne University
Africa Center for Strategic Studies "Understanding Africa's Development-Security Nexus". Publiée le 19 mai 2017
YouTube https://www.youtube.com/watch?v=Tn03gdd_q1w

M. Bernard Harborne, Lead Specialist, Peace, Conflict and Violence, World Bank Africa
Center for Strategic Studies "Understanding Africa's Development-Security Nexus."
Publié le 12 juin 2017
YouTube <https://www.youtube.com/watch?v=RrKIm6DXvvs>

Akili sigui' [The peaceful way] Mali-Centre for Security and Development' (Disponible en français) <https://www.sipri.org/news/2019/sipri-and-partners-present-new-film-central-mali>

Séances 2 : Tendances de la disponibilité des ressources et des dépenses du secteur de la sécurité

Format : Présentations plénières et séance de questions-réponses avec modérateur

Objectifs :

- Analyser les tendances des dépenses de sécurité en Afrique.
- Évaluer les facteurs qui déterminent les habitudes de dépenses dans le secteur de la sécurité en Afrique.
- Examiner des stratégies de gestion efficace des ressources du secteur de la sécurité pour la sécurité et le développement économique.

Contexte :

Selon le SIPRI, malgré une baisse des dépenses militaires en Afrique de 8,4 % en 2018, elles étaient encore supérieures de 9,2 % en 2018 par rapport à 2009 et ont augmenté de manière significative au cours de la dernière décennie. L'effondrement de l'après-guerre froide et l'augmentation plus récente des prix des produits de base reflètent les tendances des cours mondiaux des produits de base dans la performance économique de l'Afrique. Même pendant les années de prospérité de l'Afrique, l'augmentation des dépenses ne s'est pas toujours traduite par une amélioration de la sécurité. La principale raison de ce problème était la mauvaise gestion des ressources du secteur de la sécurité et des finances publiques. Un autre problème était la dépendance excessive à l'égard des sources de financement extérieures, qui compromettait la durabilité.

Un certain nombre de pays collaborent avec des partenaires extérieurs pour examiner les dépenses publiques dans le secteur de la sécurité et réformer la gestion des finances publiques. Ces interventions visent à aider l'Afrique à renforcer ses capacités en matière d'analyse budgétaire, d'achats, d'opérations et de contrôle. Les fuites liées aux achats, la corruption endémique et une surveillance inefficace contribuent également au malaise dans ce domaine. Il est important de noter que le surinvestissement dans le secteur de la sécurité n'est pas, en soi, une panacée au malaise économique. En fait, elle peut détourner des ressources d'autres secteurs importants (comme la santé, l'éducation et l'infrastructure) et évincer les investissements du secteur privé qui sont essentiels pour stimuler la croissance économique. Ces tendances auront de graves répercussions sur la budgétisation et la gestion des ressources, en particulier dans le secteur de la sécurité.

Questions de discussion :

1. Quelles sont les principales sources de recettes publiques dans votre pays ?
2. Comment voyez-vous l'évolution future de la portée et des sources de revenus dans votre pays et quels secteurs seront les plus affectés dans le processus d'allocation

- budgétaire ?
3. L'augmentation des dépenses de sécurité garantit-elle une meilleure sécurité ?
 4. Quels sont les compromis à faire pour déterminer les niveaux de dépenses du secteur de la sécurité dans votre pays ?
 5. Quels sont les défis à relever pour assurer une gestion efficace des dépenses publiques dans le secteur de la sécurité de votre pays ?

Documents recommandées :

Tian, N. 2018. "Oil price shocks and military expenditure" dans SIPRI Year Book 2017.
<https://www.sipri.org/yearbook/2017>.

Harborne, B., Dorotinsky, W., & Bisca, P. M. (Eds.). (2017). Securing Development: Public Finance and the Security Sector. The World Bank. Pg. 119-142 <http://www.sipotra.it/wp-content/uploads/2017/05/SECURING-DEVELOPMENT.-Public-Finance-and-the-Security-Sector.pdf>

Documents supplémentaires :

The Economist. "Arms and the African" (Novembre 2014)
<http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21633901-continents-armies-are-going-spending-spree-arms-and-african>

Radelet, S. (2015) Africa's Rise – Interrupted? - IMF FINANCE & DEVELOPMENT Juin 2016 • Volume 53 • Numéro 2,
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/pdf/radelet.pdf>

Gouvernance et réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest : du concept à la réalité
<https://issat.dcaf.ch/fre/download/38580/573361/FINAL%20Policy%20Paper%2035%20French.pdf>

Séances 3 : Budgétisation et mobilisation des ressources

Format : Présentations plénières et séance de questions-réponses avec modérateur

Objectifs :

- Discuter des systèmes et des approches en matière de budgétisation et de ses processus et de leur pertinence pour le secteur de la sécurité en Afrique.
- Souligner le rôle joué par la budgétisation dans la réalisation des objectifs en matière de sécurité nationale et la prestation de la sécurité et de la justice aux citoyens.
- Analyser le lien entre la mobilisation des ressources intérieures (DRM) et la mise en œuvre de la sécurité et de la gouvernance démocratique en Afrique.
- Discuter des mesures visant à améliorer l'élaboration des politiques fiscales, le niveau de recouvrement des recettes et les réformes institutionnelles nécessaires dans le secteur de la sécurité en Afrique.

Contexte

Le leadership est une question de choix stratégiques, de planification à long terme et de responsabilisation. Ces trois attributs sont particulièrement pertinents dans le domaine de la gestion des ressources dans le secteur de la sécurité en Afrique. Les ressources fiscales sont rares. Par conséquent, les décisions sur la meilleure façon de mobiliser, d'allouer et d'utiliser efficacement ces ressources afin d'atteindre les objectifs de sécurité nationale devraient être guidées par le désir de promouvoir le bien public et la gouvernance démocratique. Les décisions devraient également montrer que les pays sont conscients de la façon dont ces ressources permettraient de relever l'ensemble des défis en matière de sécurité humaine auxquels chaque pays est confronté. Parmi les autres questions à prendre en considération, mentionnons le secret, la confidentialité, la classification et le degré d'urgence.

Depuis les indépendances, les pays africains ont expérimenté un large éventail d'approches en matière de budgétisation. Il s'agit notamment de la budgétisation par ligne, de la budgétisation des programmes, de la budgétisation différentielle, de la budgétisation basée sur la comptabilité de caisse, de la budgétisation d'exercice, de la budgétisation à base zéro, et du système de planification, de programmation et de budgétisation. Alors qu'une grande attention a été accordée à l'analyse des avantages et des inconvénients de ces systèmes de gestion des finances publiques en Afrique, en général, relativement peu d'attention a été accordée à l'identification des systèmes qui conviennent le mieux au secteur de la sécurité en Afrique.

L'élaboration du budget du secteur de la sécurité a des implications considérables pour la réalisation des objectifs de sécurité nationale en Afrique. Au niveau macroéconomique, les planificateurs de la défense doivent déterminer quelle part du budget du gouvernement devrait être consacrée au secteur de la défense et quel serait l'impact de ces dépenses sur la réalisation

d'objectifs prédéterminés de sécurité nationale, d'une part, et de stabilité macroéconomique, d'autre part. Les recherches suggèrent que le processus d'allocation est extrêmement important. De nombreux pays africains disposent encore d'un système d'allocation budgétaire rétrospectif qui reconstitue progressivement les postes sur une base annuelle. Il n'est guère surprenant que, dans de nombreux cas, les allocations n'aient que peu de rapport avec les problèmes de sécurité existants.

La mobilisation des ressources intérieures (DRM) fait partie intégrante du processus budgétaire qui détermine la taille de l'enveloppe des ressources. DRM n'est pas seulement un baromètre de la capacité, de la légitimité et de l'appropriation nationale de l'État, c'est aussi un test décisif de la manière dont l'État peut assurer une sécurité durable. Le niveau des recettes fiscales, en pourcentage du produit intérieur brut, est un bon indicateur du niveau de DRM. Elle tend à être faible dans les pays qui dépendent du pétrole et des ressources minérales et plus élevée dans les pays plus stables que dans les pays non stables. Cela démontre que la création d'un environnement de sécurité favorable est à la fois propice et essentielle pour atteindre et maintenir un haut niveau de performance de l'État dans DRM. Le faible niveau des efforts fiscaux en Afrique montre qu'il existe de nombreuses possibilités d'améliorer la performance des pays africains en matière de DRM, en particulier dans le secteur de la sécurité. Comme les systèmes fiscaux de la plupart des pays africains sont moins guidés par des politiques cohérentes, il est nécessaire de réformer ces politiques pour y intégrer les principes d'une politique saine tels que la neutralité, la simplicité et l'équité ainsi que la réforme des institutions concernées. Cela vaut également pour le secteur de la sécurité qui, dans la plupart des pays africains, se caractérise par un ensemble disparate de mesures et de réponses politiques ponctuelles.

Questions de discussion :

1. Quel est le système budgétaire de votre organisation ? Comment évaluez-vous le système, le processus et la formulation du budget ? Quels sont les domaines qui doivent encore être améliorés ?
2. D'après votre expérience personnelle, pensez-vous que le système et le processus budgétaires actuels de votre organisation influent sur la prestation de la sécurité humaine ; comment et pourquoi ?
3. Quels sont certains des principes qui sous-tendent des pratiques budgétaires saines comme la transparence ? Le secteur de la sécurité devrait-il être exempté de ces principes ; pourquoi ou pourquoi pas ?
4. D'après votre expérience personnelle, quel est le niveau (élevé ou faible) de recouvrement des impôts dans votre organisation et pourquoi ?
5. Est-il possible d'améliorer le recouvrement de l'impôt dans votre organisation et comment ? Quelles sont les mesures politiques et institutionnelles nécessaires pour réformer le système fiscal de votre pays ?

Documents recommandés:

Kariuki, Elizabeth, "Domestic Resource Mobilization", *Managing Security Resource in Africa*

[Africa Center for Strategic Studies](#)

Symposium, 2019. Washington: Africa Center for Strategic Studies.

<https://africacenter.org/wp.../01/MSRA-A2-EN-Domestic-Resource-Mobilization.pdf>

Omitoogun, Wuyi and Hutchful, Eboe (ed.), *Budgeting for the Military Sector in Africa: The Processes and Mechanisms of Control*, Oxford University Press, 2006.

http://books.sipri.org/product_info?c_product_id=229

Harborne, B., Dorotinsky, W., & Bisca, P. M. (Eds.). (2017). *Securing Development: Public Finance and the Security Sector*. The World Bank (Disponible en français).

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25138>

Séances 4 : Introduction à la gestion des dépenses publiques dans le secteur de la sécurité

Format : Présentations plénières et séance de questions-réponses avec modérateur

Objectifs :

- Introduire le concept de gestion des dépenses publiques (PEM) et son lien avec la politique des dépenses publiques (PEP) et la gestion des finances publiques (PFM).
- Intégrer le secteur de la sécurité dans le système budgétaire national et le PEM.
- Examiner les résultats souhaités du PEM dans le secteur de la sécurité.
- Discuter de la raison d'être de l'examen des dépenses publiques (PER) du secteur de la sécurité et de ses implications pour promouvoir la réalisation des résultats escomptés du PEM.

Contexte :

La prestation des services de sécurité est liée non seulement à l'allocation et au contrôle des ressources publiques, mais aussi aux normes comportementales d'allocation et de contrôle des dépenses publiques pour atteindre les résultats escomptés. Contrairement à d'autres secteurs, le secteur de la sécurité en Afrique représente une part substantielle des budgets nationaux mais n'est pas soumis de manière adéquate à l'examen public et au contrôle démocratique. Cela nécessite de situer le secteur de la sécurité dans le débat national sur la politique des dépenses publiques (PEP) et son opérationnalisation par la gestion des finances publiques (PFM) et la gestion des dépenses publiques (PEM). Tandis que la PEP se concentre sur les grandes questions politiques telles que le budget national et l'équilibre fiscal global du gouvernement, ses recettes et ses dépenses, la PFM englobe les mécanismes par lesquels les ressources publiques sont collectées, affectées, dépensées et comptabilisées. En tant que telle, la PFM concerne l'ensemble du cycle budgétaire, les marchés publics, les pratiques d'audit et le recouvrement des recettes.

Contrairement à la budgétisation conventionnelle, PEM complète les règles du processus budgétaire formel par des normes de comportement pour l'allocation et le contrôle des dépenses publiques en faisant progresser les procédures qui augmentent la probabilité d'atteindre les résultats souhaités. Plutôt que de se concentrer uniquement sur les dépenses en intrants, PEM considère les dépenses comme un moyen de produire les extrants nécessaires pour atteindre les résultats escomptés. Plutôt que de se contenter de respecter des règles et des procédures légalistes et prescrites qui peuvent produire des extrants sans améliorer les résultats escomptés, PEM met l'accent sur la nécessité d'avoir les bons processus qui pourraient mener aux résultats souhaités. En plus de tenir les organismes d'exécution responsables de la production des extrants requis, PEM vise également à établir un équilibre entre l'autonomie et la souplesse dont ils ont besoin pour produire les extrants requis pour atteindre les résultats souhaités. En d'autres termes, PEM met l'accent sur les résultats souhaités qui doivent être atteints par le biais du budget, des procédures, règles et processus nécessaires. Parmi les résultats escomptés que la PEM a l'intention d'atteindre, mentionnons les suivants :

- i) la stabilité budgétaire et l'accessibilité financière,
- ii) l'efficacité et l'efficacité de l'allocation,
- iii) l'efficacité et l'efficacité opérationnelles,
- iv) la transparence et la responsabilité budgétaires,

v) l'information sur l'aide extérieure.

L'intégration du secteur de la sécurité dans le système budgétaire national et la promotion de la gestion de la dépense publique dans le secteur de la sécurité en Afrique demeurent un véritable défi en raison de la culture dominante du secret, de la confidentialité, des écarts financiers (écart entre les budgets approuvés et les dépenses réelles) et du hors-budget. Afin de promouvoir PEM dans le secteur de la sécurité, la Banque mondiale adopte des examens des dépenses publiques (PER) comme instrument d'analyse pour promouvoir les réformes nécessaires à une saine gestion des dépenses publiques dans ce secteur. Le succès de tout PER dans le secteur de la sécurité dépendra en grande partie du contexte, de la volonté politique, de l'appropriation nationale, de la confiance, du processus axé sur la demande, ainsi que d'une vision et d'objectifs clairs de sécurité nationale.

Questions de discussion :

1. Comment les institutions et agences de sécurité de votre pays/région adhèrent-elles aux lois et règlements sur la gestion des finances publiques ? Quelles sont les institutions/agences de sécurité qui ne respectent pas ces lois et règlements et pourquoi ?
2. D'après votre expérience personnelle, les institutions autres que les institutions de sécurité sont-elles plus susceptibles d'adhérer aux lois et règlements de gestion des finances publiques que les institutions de sécurité ? Si oui, pourquoi ?
3. Les institutions de sécurité sont-elles responsables de la surveillance et du contrôle civils de la gestion des dépenses publiques ? Les citoyens participent-ils à PEM dans le secteur de la sécurité ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
4. Les dépenses militaires et de renseignement sont-elles rendues publiques et en libre accès ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Les institutions de sécurité sont-elles plus susceptibles de connaître plus de fuites et de gaspillage dans la gestion de leurs ressources que les institutions non sécuritaires ? Pourquoi ou pourquoi cela ne pourrait-il pas être le cas ?
5. Que faut-il faire pour améliorer la gestion des dépenses publiques du secteur de la sécurité dans votre pays/région ? Quels sont les points d'entrée pour construire une saine gestion des dépenses publiques dans le secteur de la sécurité dans votre pays ?

Documents recommandés:

Paul M. Bisca_ March 2019 "Can peace become affordable? Lessons from security sector expenditure reviews in West Africa"

https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief%2020West%20Africa_0.pdf

Harborne, B., Dorotinsky, W., & Bisca, P. M. (Eds.). (2017). Securing Development: Public Finance and the Security Sector. The World Bank. Pg. 119-142 (Disponible en français)

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25138>

Manzillo, G. 2016. "Public E Expenditure Management – Principles and Practice.

<https://www.linkedin.com/pulse/public-expenditure-management-principles-practice-giuseppe-manzillo>

Conférences complémentaires :

Aning, K. and Lartey, E., 2009. "Parliamentary Oversight of the Security Sector: Lessons from Ghana", Kofi Anan International Peacekeeping Training Center. Accra: Ghana.

Lien : <https://www.researchgate.net/publication/237499121/download>

Transparency International, 2013. Two-Thirds of Parliaments Fail to be Watchdogs of Defense Corruption. *Defense and Security*. London: Transparency International.

https://www.transparency.org/news/pressrelease/two_thirds_of_parliaments_fail_to_be_watchdogs_of_defence_corruption

Étude de Cas :

Guinea-Bissau Public Expenditure Review: Managing Public Finance for Development

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/31225/133866-PER-P164582-GuineaBissauPERJuneRevisedCleanforPPT.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

Séance 5 : Établir des partenariats externes

Format : Présentations plénières et séance de questions-réponses avec modérateur

Objectifs :

- Discuter du rôle des partenaires extérieurs dans le soutien de l'accès à la sécurité en Afrique.
- Analyser et comprendre les coûts et les avantages potentiels des partenariats externes.
- Décrire la meilleure façon de renforcer et de coordonner les partenariats externes dans le secteur de la sécurité en Afrique.

Contexte :

Les partenariats externes représentent une source cruciale d'appui au secteur de la sécurité en Afrique. Toutefois, les pays doivent aligner l'aide extérieure sur les objectifs stratégiques nationaux. Une stratégie de sécurité nationale permettra de mieux coordonner et gérer l'assistance en matière de sécurité sur le continent. Autrement, les priorités des donateurs peuvent éclipser les intérêts stratégiques des pays bénéficiaires, ce qui entraîne inefficacité, gaspillage et insécurité persistante. Ces partenaires sont notamment les suivants :

Gouvernement des États-Unis (USG) : Offre une variété de programmes d'assistance dans le secteur de la sécurité en Afrique tels que le **Programme d'assistance et de formation aux opérations de contingence en Afrique (ACOTA)**, l'**Initiative sur la gouvernance de la sécurité (SGI)** et le **Partenariat africain de réponse rapide au maintien de la paix (APRRP)**. Ces programmes s'appuient sur l'insistance constante du gouvernement des États-Unis pour que les relations entre les États-Unis et l'Afrique soient fondées sur le partenariat en plus de l'appropriation et de la responsabilité africaine.

L'Union européenne (UE) : Un acteur clé sur le continent, comme en témoignent les dialogues Afrique-UE et la stratégie Afrique-UE ainsi que le programme français de formation au maintien de la paix (RECOMP), sont désormais sous l'égide de l'UE (EURORECOMP). L'Union européenne a alloué plus de 1,2 milliard d'euros à la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique pour soutenir les opérations de paix africaines et a également lancé ses propres missions de maintien de la paix sur le continent.

Chine : Les relations entre l'Afrique et la Chine ont évolué rapidement au fil des ans. En 2009, la Chine a dépassé les États-Unis en tant que principal partenaire commercial de l'Afrique. Elle est devenue une source importante d'investissements étrangers directs en Afrique ; elle offre des prêts au développement aux pays riches en ressources naturelles ; elle investit dans l'agriculture ; et elle développe des zones spéciales de coopération commerciale et économique dans plusieurs États. Ces dernières années ont également été marquées par des échanges culturels et interpersonnels de plus en plus actifs entre la Chine et l'Afrique et par une forte expansion de leur coopération en matière d'éducation, de science et technologie, de santé et de développement des ressources humaines.

Autres partenaires : L'un des traits caractéristiques de l'environnement sécuritaire contemporain de l'Afrique est l'intérêt et la présence sans cesse croissants de partenaires émergents tels que l'Inde, la Russie et le Brésil, Vietnam, Corée du Sud, États du Golfe et Turquie. À des degrés divers, tous ces pays s'intéressent de plus en plus à l'Afrique en tant que destination pour les entreprises et lieu d'approvisionnement en ressources naturelles vitales. Ces pays entretiennent également des liens avec des pays africains afin d'améliorer leur position diplomatique et leur influence au sein d'institutions multilatérales telles que les Nations Unies, l'Union africaine et les Communautés économiques régionales (CER). Les dirigeants africains se sont largement félicités de l'engagement des puissances émergentes en raison des avantages économiques tangibles que ces relations apportent. De plus, ces puissances émergentes offrent un nouveau modèle de partenariat, qui se fonde ostensiblement sur la non-ingérence dans les affaires intérieures. Les partenaires extérieurs du développement et de la sécurité élaborent constamment de nouvelles stratégies d'intervention et de partenariat, des modalités de contrôle et des incitations à l'engagement national.

L'assistance des donateurs en matière de sécurité devrait donc être calibrée en fonction d'une stratégie globale et holistique de sécurité nationale fondée sur des intérêts mutuels partagés entre le donateur et le bénéficiaire. L'aide doit s'articuler autour d'un cadre institutionnel solide garantissant que la programmation financée par les donateurs est adaptée et appropriée aux besoins et aux intérêts nationaux. La Stratégie de sécurité nationale sera en soi un outil permettant d'évaluer et de mesurer les partenariats externes en matière de sécurité et d'améliorer la transparence, la responsabilisation et la durabilité.

Questions de discussion :

1. Quelle est l'importance de l'aide extérieure et en particulier de l'aide extérieure à la sécurité dans votre pays/région ?
2. L'aide extérieure a-t-elle contribué à réduire et à combattre les menaces qui pèsent sur la sécurité de votre pays/région ?
3. Au lieu de poursuivre exclusivement les intérêts des donateurs en matière de sécurité nationale, comment pouvez-vous utiliser l'aide extérieure pour vous aider à réaliser vos priorités nationales ?
4. Quelles stratégies les pays africains, les communautés économiques régionales et l'UA devraient-ils employer pour s'assurer que les intérêts africains sont pris en compte sur un pied d'égalité avec ceux des acteurs extérieurs ?
5. Comment les pays/institutions africains peuvent-ils coordonner au mieux l'aide extérieure ?

Documents recommandés:

Moderan, O. (2015). Political Leadership and National Ownership of Security Sector Reform Processes. Toolkit for Security Sector Reform and Governance in West Africa, 3.
<https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/SSRG-West-Africa->

Toolkit-Tool-1-EN.pdf

Watts, Steve. "Identifying and Mitigating Risks in Security Sector Assistance for Africa's Fragile States". Rand Corporation 2015.

http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR800/RR808/RA_ND_RR808.pdf

Wekesa, Bob. "FOCAC, African agency and Africa's China policy" . L dialogue (2017): 2.

https://www.fessouthafrica.org/fileadmin/user_upload/Global_Dialogue_Special_Edition_FOCAC.pdf#page=2

Documents supplémentaires :

Ismail, Olawale, and Elisabeth Skons, eds. Security Activities of External Actors in Africa. Oxford University Press, 2014.

<https://www.sipri.org/sites/default/files/files/books/SIPRI2014IsSk01.pdf>

OECD: Evaluation of the Paris Declaration. Country Ownership of Development: Political Correctness or a Practical Key to Better Aid? <https://www.oecd.org/dac/evaluation/dcdndep/48704765.pdf>

Séances simultanées : Outils de budgétisation dans le secteur de la sécurité en Afrique

Les séances simultanées sont conçues pour fournir aux participants des outils pratiques pour aborder les défis spécifiques associés à la gestion des ressources du secteur de la sécurité en Afrique. En particulier, trois séances sont consacrées aux processus et pratiques de budgétisation du secteur de la sécurité. Au cours de chaque séance simultanée, les participants seront invités à choisir deux séances. Chaque séance de 40 minutes mettra en vedette un conférencier qui partagera des connaissances récentes, des pratiques saines et des études de cas pertinentes (20 minutes) et animera une séance de questions et réponses (20 minutes). L'objectif est de fournir aux participants des idées et des stratégies pratiques pour améliorer leur efficacité.

1. **Processus de budgétisation participative** : La nature complexe de l'insécurité en Afrique nécessite l'inclusion d'un large éventail de parties prenantes dans la conception, l'allocation, l'utilisation et le contrôle des ressources du secteur de la sécurité. Cette séance examinera comment ces parties prenantes pourraient être impliquées dans les processus d'analyse, d'établissement des priorités et de suivi des budgets du secteur de la sécurité. Les Conférences de cette séance présentent des outils pour soutenir le développement et la mise en œuvre des processus de budgétisation participative dans le secteur de la sécurité en Afrique.

Documents recommandés :

UN-HABITAT, 2008. "Participatory Budgeting in Africa". Nairobi: United Nations Human Settlements Program, pages : 1-10, 32-38

Lien : <https://www.internationalbudget.org/.../Participatory-Budgeting-in-Africa-A-Training->

Reutener, M. and Fourie, D., 2015. "The role of civic participation in the South African budgeting process", *Public and Municipal Finance*, Vol 4(3), pp : 7-15

Lien : <https://pdfs.semanticscholar.org/a37f/e9772fd18d0327110633736eca508a3bc10b.pdf>

2. **Fuites et gaspillages** : On estime que l'Afrique perd environ 50 milliards de dollars par an sous forme de flux financiers illicites, soit environ le double de l'aide publique au développement qu'elle reçoit. La séance examinera le phénomène des flux financiers illicites en Afrique et les moyens d'y faire face. La lecture de cette séance fournit des outils d'analyse et de lutte contre les flux financiers illicites en provenance d'Afrique.

Documents recommandés:

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), 2017. Illicit Financial Flows from Africa, UNECA, pages : 16-18 (études de cas), 23-32, 55 (**Tableau 3.1**), Chapitre 5.

Lien : https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/iff_main_report_26feb_en.pdf

3. **Dette intérieure et extérieure** : Avec la réduction substantielle de la dette en Afrique subsaharienne grâce aux initiatives d'allègement de la dette, la dette publique augmente à un rythme rapide depuis 2008, avec de graves implications pour la sécurité et la survie

de ces États. La séance analysera l'ampleur de la dette publique en Afrique et ses implications pour le fonctionnement des gouvernements fortement endettés. Les Conférences de cette séance fournissent des informations sur la dette de l'Afrique ainsi qu'une étude de cas sur la lutte du gouvernement du Kenya pour gérer sa dette publique.

Documents recommandés:

Gill, I, and Karakulah, K., 2018. Sounding the alarm on Africa's debt.
Brookings

Lien : <https://www.brookings.edu/blog/futuredevelopment/2018/04/06/sounding-the-alarm-on-africas-debt/>

David Ndi, 15 septembre 2018. Between the hammer of the markets and anvil of politics: Mr. Kenyatta, in debt distress. *The East Africa Review*.

Lien : <https://www.theelephant.info/op-eds/2018/09/15/between-the-hammer-of-the-markets-and-the-anvil-of-politics-mr-kenyatta-in-debt-distress/?print=pdf>

Exercice de groupe de discussion

Gestion des dépenses de sécurité et évolution du paysage de la sécurité : Anticiper le changement

Format : Exercice des groupes de discussion

Objectifs :

- Identifier comment les mégatendances façonneront le futur paysage sécuritaire de l'Afrique.
- Analyser les implications pour les dépenses du secteur de la sécurité à travers l'Afrique.
- Définir des stratégies convaincantes pour améliorer la gestion nationale et régionale des dépenses de sécurité à l'échelle nationale et régionale.

Contexte¹ :

Les données disponibles suggèrent qu'un certain nombre de mégatendances affecteront de plus en plus l'Afrique dans un avenir prévisible. D'ici 2030, l'Afrique sera un endroit différent, peut-être radicalement, avec des implications diverses pour la sécurité. Ces tendances sont inévitables, mais leur issue dépendra de la réaction des pouvoirs publics. Les gouvernements africains n'ont pas d'autre choix que de planifier et de réagir de manière proactive à ces tendances afin d'atténuer les risques anticipés et d'exploiter les opportunités potentielles. Ces mégatendances comprennent les suivantes :

- **Évolution démographique et sociale :** Toutes les statistiques indiquent que d'ici 2050, la population de l'Afrique doublera et 50 % de la croissance démographique mondiale proviendra de l'Afrique, dont la population des moins de 18 ans augmentera des deux tiers pour atteindre environ un milliard. D'ici 2050, un habitant de la planète sur quatre sera africain. Cela fournira une main-d'œuvre en âge de travailler qui peut devenir un moteur de la croissance économique avec une grande partie de la production et des services transférés en Afrique. Mais cela ne fera qu'exacerber les difficultés actuelles à créer des possibilités d'emploi intéressantes pour les jeunes. Si cette population croissante de jeunes est sans emploi, elle constituera une menace importante pour la sécurité à l'échelle nationale, régionale et internationale.

¹ Ce contexte et les statistiques et informations fournies dans ce contexte sont basés sur KPMG, 2014. "Future State 2030: The global megatrends shaping governments". <https://assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/pdf/2014/02/future-state-2030-v3.pdf>, et PWC, 2016. "Disrupting Africa: Riding the wave of the digital revolution". <https://www.pwc.com/gx/en/issues/high-growth-markets/assets/disrupting-africa-riding-the-wave-of-the-digital-revolution.pdf>

- **La montée de la classe moyenne** : D'ici 2030, on estime que 60 pour cent de la population mondiale sera de classe moyenne et que 80 pour cent de la classe moyenne mondiale résidera dans les pays en développement. Toutefois, cette montée de la classe moyenne s'accompagnera d'une inégalité croissante des revenus. L'Afrique aura la classe moyenne qui connaîtra la croissance la plus rapide au monde et qui pourrait atteindre 107 millions en 2030. Cela suscitera des attentes chez les citoyens qui exigeront de plus en plus une meilleure gouvernance représentative et responsable. L'inégalité croissante des revenus pourrait précipiter des troubles sociaux.
- **Technologie habilitante** : La croissance de l'utilisation du téléphone mobile en Afrique entre 2007 et 2016 a été d'environ 344 %, contre 107 % dans le reste du monde pendant la même période. Cela aura un impact potentiel important sur la gestion des ressources et la technologie du secteur de la sécurité. Malgré son impressionnante transformation et son utilité, cette mégatendance comporte des défis et des risques, comme les défis et les risques liés à la cyber sécurité. On s'attend à ce que la cyber sphère devienne un champ de bataille non seulement entre États, mais aussi entre particuliers ou entreprises privées.
- **Changement climatique et stress lié aux ressources** : L'augmentation des émissions de gaz à effet de serre est maintenant supérieure d'environ 14 % aux niveaux d'émissions estimés nécessaires pour atteindre l'objectif de 2020, les villes étant responsables de 60 à 80 % des émissions mondiales qui ont largement contribué aux changements climatiques actuels qui ont exacerbé les changements climatiques dans le monde. On estime que d'ici 2050, les coûts des phénomènes météorologiques extrêmes pourraient atteindre jusqu'à 1 % du produit intérieur brut (PIB) mondial annuel, ce qui équivaldrait à 720 milliards de dollars ; les pays en développement supporteront 75 à 80 % de ces coûts d'adaptation. On estime que 200 millions de personnes pourraient être déplacées de façon permanente en raison de l'élévation du niveau de la mer, des inondations et des sécheresses. On estime également que l'écart mondial entre l'offre et la demande d'eau devrait se creuser de 40 % d'ici 2030. La variabilité climatique aggravera les conditions de vie de 40 pour cent de la population de l'Afrique subsaharienne qui vit actuellement dans des environnements où l'eau est rare et pourrait également faire doubler les prix alimentaires mondiaux d'ici 2030.
- **Urbanisation** : On estime que plus de 50 % de la population africaine vivra dans les villes d'ici à 2030, et que 80 % de la croissance urbaine totale devrait se produire en Afrique et en Asie. Comme le nombre de mégalopoles (plus de 10 millions d'habitants) passera à 37 d'ici 2025, environ un tiers de ces villes (12 mégalopoles) seront situées en Afrique. D'ici 2030, la population urbaine en Afrique sera au même niveau que la population rurale et atteindra 60 % en 2050. Bien que cette urbanisation rapide offre des possibilités de développement social et économique et de modes de vie plus durables en Afrique, elle accroîtra également la pauvreté urbaine, y compris l'accroissement de la population vivant dans des agglomérations informelles et des bidonvilles qui pourraient constituer une menace pour la sécurité.

Ces mégatendances créent de nouveaux défis et de nouvelles possibilités pour les gouvernements et façonnent les outils politiques et réglementaires dont ils disposent, ce qui exige de nouvelles réponses pour s'acquitter des mandats fondamentaux. Lorsqu'on examine les implications individuelles de ces mégatendances, à la fois en termes de ce que les gouvernements doivent changer et de la façon dont ils doivent le faire, des thèmes clés émergent. La nécessité d'accroître la collaboration efficace entre les multiples organismes gouvernementaux pour relever les défis posés par les nouvelles réalités démographiques, la planification souple et adaptative pour faciliter une prise de risques accrue et des réponses plus rapides aux situations imprévues, améliorer la compréhension mutuelle et la collaboration avec les partenaires externes, assurer l'accès aux idées novatrices sur les technologies nouvelles et émergentes, les tendances technologiques et leur pertinence pour les gouvernements.

Questions de discussion :

Question générale : Mégatendances pertinentes : Tous les groupes de discussion

- Quelles sont les mégatendances les plus pertinentes qui nécessiteront un changement dans la gestion des dépenses de sécurité dans votre pays/région et pourquoi ? Quelles tendances doivent être abordées aujourd'hui ?

Groupe de discussion 1 : Stabilité financière et amorçabilité

- Comment ces grandes tendances affecteraient-elles la stabilité budgétaire et le caractère abordable de la gestion des dépenses de sécurité dans votre pays/région ?

Groupe de discussion 2 : Efficience de l'allocation et efficience et efficacité opérationnelle

- Comment ces mégatendances affecteraient-elles l'efficience de l'allocation et l'efficience opérationnelle de la gestion des dépenses de sécurité dans votre pays/région ?

Groupe de discussion 3 : Transparence et responsabilité fiscale

- Comment de telles mégatendances affecteraient-elles la transparence et la responsabilité fiscale dans la gestion des dépenses de sécurité dans votre pays/région ?

Groupe de discussion 4 : Aide extérieure et partenariats

- Comment ces grandes tendances affecteraient-elles l'aide extérieure et les partenariats dans le secteur de la sécurité dans votre pays/région ?

Documents recommandés:

KPMG, 2014. "Future State 2030: The global megatrends shaping governments".
<https://assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/pdf/2014/02/future-state-2030-v3.pdf>.

PWC, 2016. "Disrupting Africa: Riding the wave of the digital revolution".
<https://www.pwc.com/gx/en/issues/high-growth-markets/assets/disrupting-africa-riding-the-wave-of-the-digital-revolution.pdf>

Harborne, B., Dorotinsky, W., & Bisca, P. M. (Eds.). (2017: pp. 11-12). Securing Development: Public Finance and the Security Sector. The World Bank. Pg. 119-142
<http://www.sipotra.it/wp-content/uploads/2017/05/SECURING-DEVELOPMENT.-Public-Finance-and-the-Security-Sector.pdf>